



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
PUBLIQUE ET DU TRÉSOR**

DIRECTION DU SECTEUR PARAPUBLIC

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DES
ETABLISSEMENTS PUBLICS, DES AGENCES
ET STRUCTURES ADMINISTRATIVES
SIMILAIRES OU ASSIMILEES AU 30 JUIN
2016**

SOMMAIRE

Résumé analytique.....	5
Analyse de l'exécution budgétaire des agences et structures administratives similaires ou assimilées.....	8
Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements publics de santé (EPS).....	12
Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements publics à caractère administratif.....	16
Synthèse et recommandations.....	19

Liste des tableaux

Tableau n°1 : composition de la dette des organismes publics

Tableau n°2 : évolution de l'exécution budgétaire du FSE

Tableau n°3 : composition de la dette des EPS

Tableau n°4 : évolution du niveau de consommation des crédits de HALD

Liste des graphiques

Graphique n°1 : niveaux d'exécution du budget à la date du 30 juin

Graphique n°2 : évolution de l'exécution du budget en 2016

Graphique n°3 : niveau de consommation des crédits de l'ASER

Graphique n°4 : exécution du budget des EPS

Graphique n°5 : exécution budgétaire des universités

Liste des annexes

Annexe n°1 : niveau de mobilisation des ressources par catégories d'organismes publics

Annexe n°2 : niveaux de mobilisation des transferts de l'Etat

Annexe n°3 : niveau de consommation des crédits par catégories d'organismes publics

Annexe n°4 : niveau d'absorption des crédits pour « charges de personnel »

Annexe n°5 : composition de l'endettement des organismes publics

Annexe n°6 : niveau de mobilisation des ressources des agences et structures assimilées

Annexe n°7 : niveau de consommation des crédits des agences et structures assimilées

Annexe n°8 : niveau de mobilisation des ressources des E.P.S.

Annexe n°9 : niveau de consommation des crédits des E.P.S.

Annexe n°10 : niveau de mobilisation des ressources des universités, centre des œuvres et ISEP

Annexe n°11 : niveau de consommation des crédits des universités, centre des œuvres et ISEP

Liste des sigles et acronymes

A.C.B.E.P.	Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics
A.N.A.C.I.M.	Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie
A.D.I.E.	Agence de l'Informatique de l'Etat
A.D.S.	Agence des Aéroports du Sénégal
A.D.E.PME	Agence de Développement et d'Encadrement des PME
A.G.P.B.E.	Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat
A.N.A.C.I.M	Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie
ANAQ. SUP.	Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement supérieur
A.N.P.E.J.	Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
A.N.S.D.	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
A.N.A.T	Agence nationale de l'Aménagement du Territoire
A.N.E.R.	Agence nationale des Energies renouvelables
A.N.E.V	Agence nationale des Eco villages
A.N.R.S.A.	Agence nationale de la Recherche Scientifique appliquée
A.GE.ROUTE.	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
A.P.R.H.N.	Agence de promotion du réseau hydrographique national
A.R.T.P.	Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications
A.S.E.R	Agence sénégalaise d'Electrification rurale
A.S.P.	Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité
A.S.P.I.T	Agence Sénégalaise pour la Propriété industrielle et l'Innovation technologique
A.S.P.T.	Agence Sénégalaise de Promotion touristique
C.D.C.	Caisse des Dépôts et Consignations
C.ET.U.D.	Conseil Exécutif des Transports urbains de Dakar
C.H.U.	Centre hospitalier universitaire
C.N.T.S.	Centre national de Transfusion sanguine
COSEC.	Conseil sénégalais des Chargeurs
C.R.O.U.S.	Centre régional des Œuvres universitaires Saint Louis
E.P.S.	Etablissement public de Santé
F.E.R.A.	Fonds d'Entretien routier autonome
F.S.E.	Fonds spécial de Soutien au Secteur de l'Energie
H.P.D.	Hôpital Principal de Dakar
H.A.L.D.	Hôpital Aristide le Dantec
I.N.P.	Institut national de Pédologie
I.S.E.P.	Institut supérieur d'Enseignement professionnel
M.S.A.D.	Manufactures des Arts décoratifs de Thiès
O.LAG.	Office du Lac de Guiers
O.N.F.P.	Office national de Formation professionnelle
PCLSLIB	Projet de Construction de Logements sociaux et de Lutte contre les inondations et les Bidonvilles
U.C.A.D.	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
U.G.B.	Université Gaston Berger
U.V.S.	Université virtuelle du Sénégal
U.A.D.B.	Université Alioune Diop de Bambey
O.N.P.N.	Office national des Pupilles de la Nation
P.N.A.	Pharmacie nationale d'Approvisionnement
P.T.F.	Partenaires techniques et financiers

RESUME ANALYTIQUE

Le présent rapport analyse l'exécution budgétaire de cinquante-cinq (55) organismes publics au terme du second semestre 2016. Il s'agit de :

- trente-sept (37) agences et structures administratives similaires ou assimilées ;
- huit (8) établissements publics de santé ; et
- dix (10) universités, centre des œuvres universitaires et institut d'enseignement supérieur professionnel

Ils cumulent un budget de mille cent cinquante-huit milliards trois cent quatre-vingt-dix millions cent trente-quatre mille neuf cent quarante et un (1158 390 134 941) francs CFA. Le budget de fonctionnement constitue 45,41% de ces prévisions, soit un montant de cinq cent vingt-cinq milliards neuf cent quatre-vingt-deux millions cent cinquante-deux mille six cent soixante-quatorze (525 982 152 674) francs CFA. Les crédits ouverts pour les investissements s'élèvent à six cent trente-deux milliards quatre cent sept millions neuf cent quatre-vingt-deux mille deux cent soixante-sept (632 407 982 267) francs CFA représentant 54,59% du budget global.

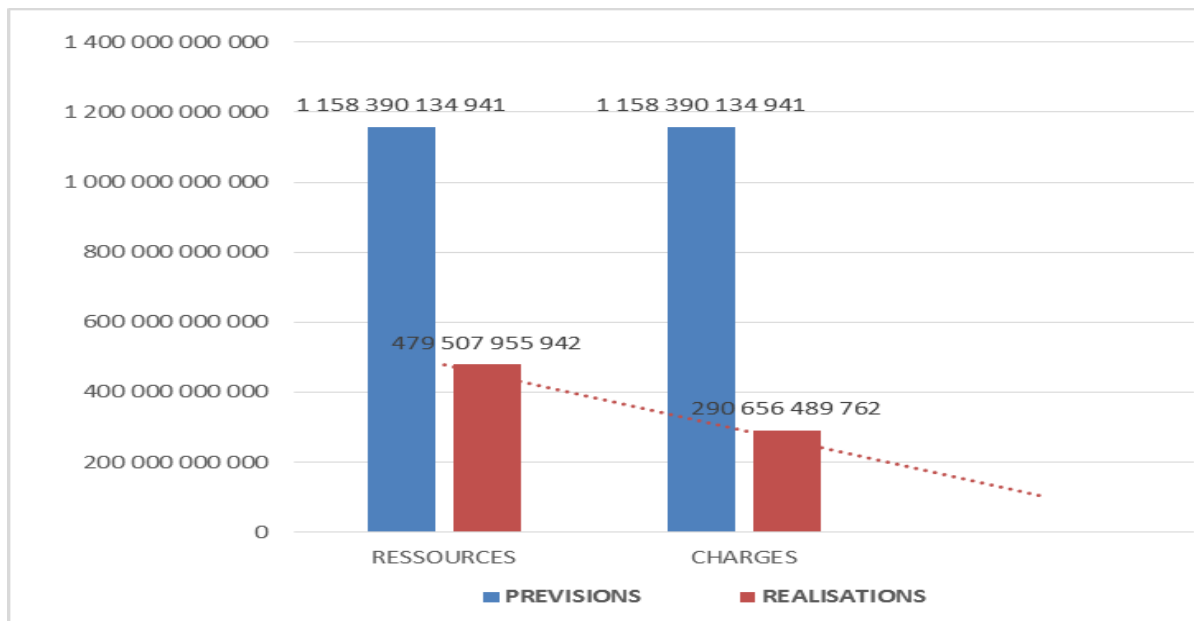
Les transferts directs de l'Etat constituent le tiers des prévisions, soit trois cent quatre-vingt-trois milliards quatre cent six millions cinquante-trois mille huit cent quatorze (383 406 053 814) francs CFA.

Au terme du premier semestre, le niveau de mobilisation globale des ressources se situe à 41,39% soit quatre cent soixante-dix-neuf milliards cinq cent sept millions neuf cent cinquante-cinq mille neuf cent quarante-deux (479 507 955 942) francs CFA. Le rythme de mobilisation des transferts de l'Etat reste dans ce cadre satisfaisant à deux cent six milliards quatre cent dix millions deux cent soixante-dix-neuf mille deux cent trente-neuf (206 410 279 239) francs CFA, soit 53,84% des prévisions.

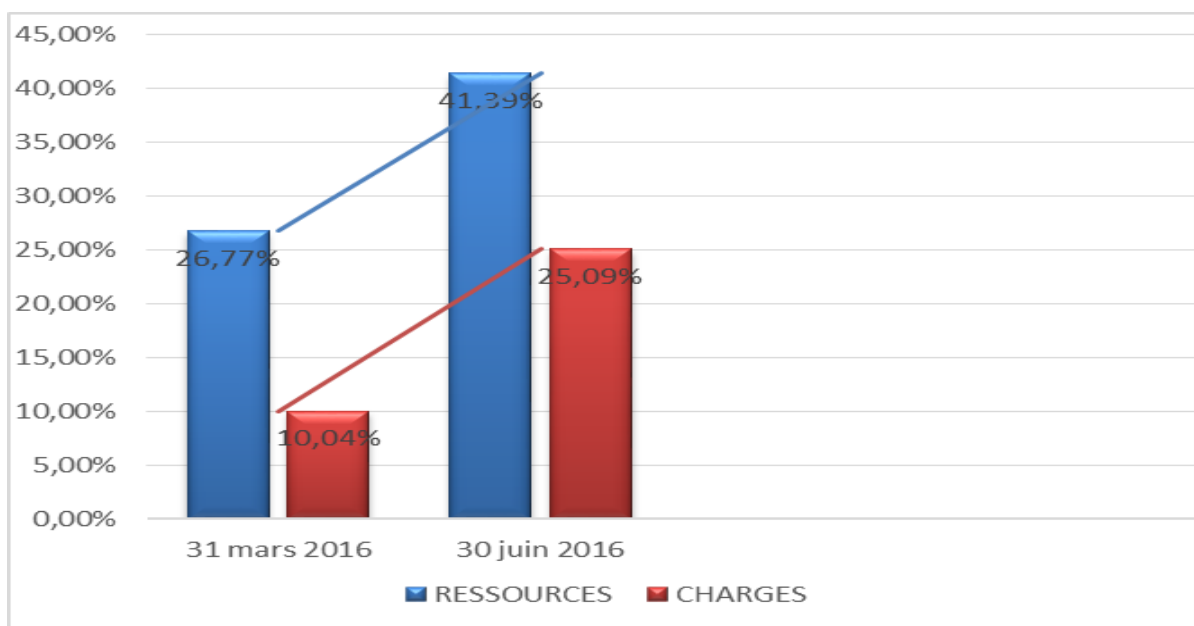
La consommation globale des crédits reste faible et s'établit à deux cent quatre-vingt-dix milliards six cent cinquante-six millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille sept cent soixante-deux (290 656 489 762) francs CFA, soit 25,09% du budget global. En effet, le taux d'absorption des crédits de fonctionnement se situe à 27,07% alors que le budget d'investissement est exécuté en dépenses à hauteur de 25,09%.

Les provisions pour « charges de personnel », d'un montant de cent quatre milliards trois cent quarante un millions huit cent trente-quatre mille sept cent dix (104 341 834 710) francs CFA, sont consommées à hauteur de 50,64%, soit cinquante-deux milliards huit cent trente-cinq millions trois cent trente-trois mille quatre cent (52 835 333 400) francs CFA en valeur absolue.

Graphique n°1 : niveaux d'exécution du budget



Graphique n°2 : évolution de l'exécution du budget en 2016



L'endettement global des organismes publics suivi dans le présent rapport s'établit à cent cinq milliards trois cent soixante millions trois cent trente-neuf mille cinquante-sept (105 360 339 057) francs CFA à la date du 30 juin 2016. Il se décompose ainsi qu'il suit :

Tableau n°1 : composition de la dette des organismes publics (en francs CFA)

	Dettes fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	TOTAL
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	65 358 359 202	11 120 027 518	601 609 761	77 079 996 481
EPS	2 215 912 798	7 653 569 058	5 314 111 165	15 183 593 021
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	5 443 652 001	5 447 057 193	2 206 040 361	13 096 749 555
TOTAL	73 017 924 001	24 220 653 769	8 121 761 287	105 360 339 057

Analyse de l'exécution budgétaire des agences et structures administratives similaires ou assimilées

Les trente-sept (37) agences, structures administratives similaires ou assimilées et établissements publics cumulent un budget de mille cinquante-quatre milliards cent vingt-huit millions soixante-deux mille vingt-deux (1 054 128 062 022) francs CFA. Il est exécuté en ressources à hauteur de 40,48%, soit une mobilisation de quatre cent vingt-six milliards sept cent cinquante-trois millions huit cent cinquante-huit mille cinq cent trente (426 753 858 530) francs CFA.

Les transferts directs de l'Etat, prévus pour un montant de trois cent vingt-six milliards sept cent quatre-vingt millions six cent soixante-onze mille cinq cent trente (326 780 671 530) francs CFA, sont mobilisés à hauteur de 53,7% au terme du premier semestre, soit cent soixante-quinze milliards six cent douze millions cent seize mille soixante-dix (175 612 116 070) francs CFA.

Sur la même période le niveau global d'absorption reste faible et ressort à 23,51% des crédits ouverts, soit un montant deux cent quarante-sept milliards huit cent soixante-cinq millions quatre cent soixante-quatorze mille huit cent trente-six (247 865 474 836) francs CFA, contre 9,55% à la fin du premier trimestre.

Les dotations ouvertes pour le fonctionnement de ces structures, d'un montant de quatre cent trente-trois milliards quatre cent soixante-six millions cinquante-trois mille quinze (433 466 053 015) francs CFA, sont consommées à hauteur de 23,21% soit cent milliards six cent six millions cinq cent soixante-dix-huit mille quatre cent cinquante un (100 606 578 451) francs CFA. Le même rythme faible d'absorption des crédits ouverts pour l'investissement est également noté à 23,75%, soit un montant de 147 258 896 385 francs pour des prévisions de 620 662 009 007 francs CFA.

Les provisions pour charges de personnel, évaluées à 48 119 471 350 francs CFA, sont absorbées à hauteur de 48,21%, soit un montant de 23 207 805 612 francs CFA.

➤ **Agence des Travaux et de Gestion des Routes (AGEROUTE)**

Le budget de l'AGEROUTE est arrêté pour l'exercice 2016 à 433 772 602 460 francs CFA. Il connaît une hausse de 28,21% par rapport à l'exercice précédent, soit 122 386 990 313 francs CFA en valeur absolue.

L'exécution en ressources du budget¹ ressort à 139 443 925 527 francs CFA, soit un niveau de mobilisation de 32,15%, en progression de 17 596 588 645 francs CFA en valeur absolue et de 4,06 % en valeur relative par rapport au trimestre précédent.

Dans ce cadre, les transferts attendus de l'Etat sont réalisés à hauteur de 45,61% soit un montant de 72 855 484 784 francs CFA. A la date du 31 mars 2016, ce taux se situait à 12,48%.

Les consommations des crédits se chiffrent à 98 159 471 205 francs CFA, soit un taux d'absorption de 22,63%, expliqué principalement par le rythme faible de consommation des crédits d'investissement qui se situe à 22,25%.

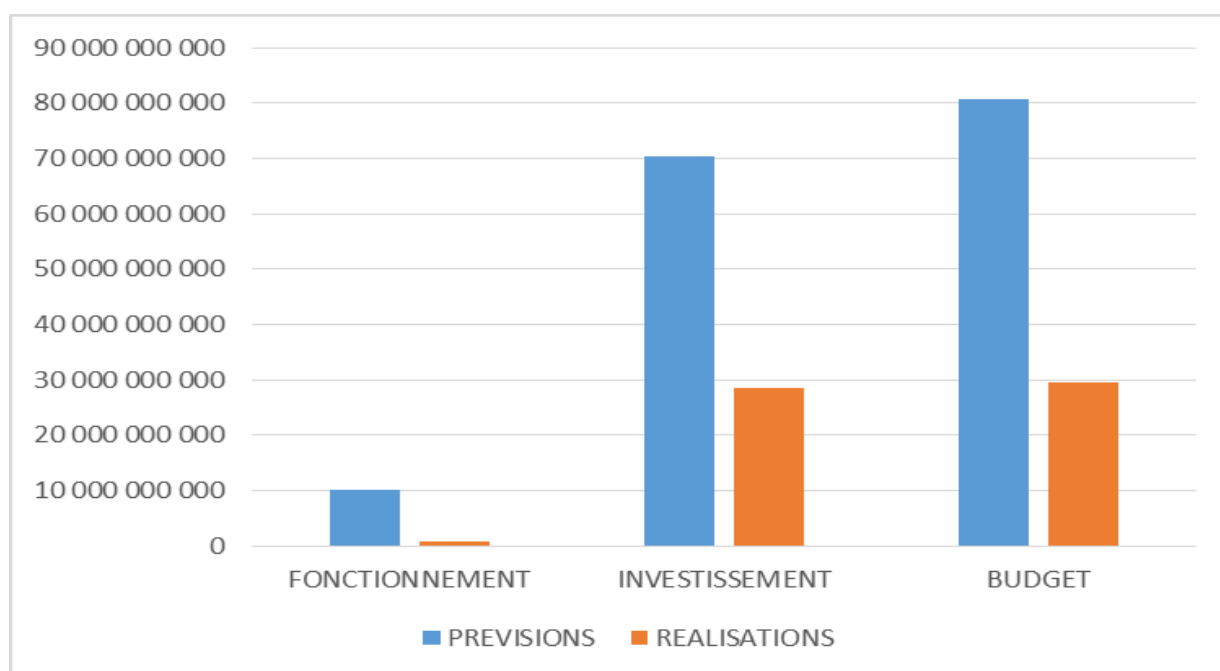
La dette de l'Agence s'établit à 53 074 902 360 francs CFA et se décompose en dettes fournisseurs pour un montant de 53 012 589 710 francs CFA, d'un passif fiscal de 61 810 512 francs CFA et d'une dette sociale arrêtée à 502 138 francs CFA.

➤ **Agence sénégalaise d'Electrification rurale (ASER)**

Le budget de l'Agence sénégalaise d'Electrification rurale (ASER) est arrêté à 80 749 473 218 francs CFA dont les 87,33%, soit 70 518 720 548 francs CFA sont destinés à l'investissement dans un contexte de mise en œuvre d'un Programme d'Urgence d'Electrification rurale (PUER). Au terme du premier semestre, les ressources sont mobilisées à hauteur de 76,87%, soit 62 074 309 739 francs CFA. L'absorption des crédits reste en retrait à 29 438 841 551 francs CFA, soit 36,46% des prévisions. Une accélération du rythme de consommation des crédits est nécessaire pour atteindre l'objectif d'un taux d'électrification rurale de 60%, soit 497 000 ménages et 7 187 villages électrifiés à l'horizon 2017.

¹ Les données de l'exécution budgétaire sont arrêtées au 31 juillet 2016

Graphique n°3 : niveau de consommation des crédits de l'ASER



➤ **Fonds spécial de Soutien au Secteur de l'Énergie (FSE)**

Dans le cadre de l'exécution de sa mission de (i) gestion des ressources financières collectées et mises à sa disposition et de (ii) sécurisation des approvisionnements en combustibles et des achats d'énergie destinés à la fourniture d'électricité, les crédits ouverts pour le Fonds spécial de Soutien au Secteur de l'Énergie (FSE) au titre de la gestion 2016 s'élèvent à 296 786 313 979 francs CFA.

Les ressources sont mobilisées pour un montant de 114 552 211 032 francs CFA équivalant à 38,6% des prévisions. Les consommations des crédits s'établissent à 51 440 715 471 francs, soit un taux d'absorption de 17,33%.

La dette du FSE est arrêtée à 45 554 734 francs CFA à la date du 30 juin 2016. Elle est constituée de créances de fournisseurs d'un montant de 39 735 289 francs, d'un passif fiscal de 4 515 295 francs CFA ainsi que d'une dette sociale de 1 304 150 francs CFA.

Tableau n°2 : évolution de l'exécution budgétaire du FSE (en francs CFA)

	TRIMESTRE 1		TRIMESTRE 2	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
PREVISIONS	296 786 313 979	296 786 313 979	296 786 313 979	296 786 313 979
REALISATIONS	58 203 484 623	18 458 429 411	114 552 211 032	51 440 715 471
NIVEAU	19,61%	6,22%	38,60%	17,33%

➤ **Agence nationale pour les Energies renouvelables (ANER)**

Le budget de l'Agence nationale pour les Energies renouvelables (ANER) est arrêté à 2 132 301 491 francs CFA pour l'exercice 2016. Il est intégralement constitué de transferts de l'Etat, pour un montant de 1 434 000 000 francs CFA et de crédits d'investissements reportés arrêtés à 698 301 491 francs CFA.

L'analyse de l'exécution budgétaire au 30 juin 2016 montre un rythme de consommation des crédits assez faible à 16,69%, soit 355 868 001 francs CFA en valeur absolue contre une mobilisation des ressources satisfaisante à 57,84% des prévisions, représentant un montant de 1 233 301 491 francs CFA. En effet, les crédits destinés à l'investissement, d'un montant de 1 165 551 491 francs CFA restent toujours sans consommation malgré une mobilisation des ressources correspondantes à hauteur de 72,78%.

La dette de l'ANER reste faible à 11 840 978 francs CFA dont une dette fiscale de 9 689 452 francs CFA et une dette sociale arrêtée à 2 151 526 francs CFA à la date du 30 juin 2016.

➤ **Agence nationale de la Couverture maladie universelle (ANACMU)**

Le budget de l'Agence nationale de la Couverture maladie universelle (ANACMU), arrêté à 21 511 863 437 francs CFA, est mobilisé à hauteur de 54,55% au terme du premier semestre, soit un montant de 11 735 042 046 francs CFA. Le niveau de consommation des crédits se situe à 22,54%, soit 4 848 934 431 francs CFA en valeur absolue.

Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements publics de santé (EPS)

Les huit (8) établissements publics de santé² dont l'exécution budgétaire est analysée dans le présent rapport cumulent un budget de 43 190 083 866 francs CFA. Le fonctionnement absorbe 82,41% de ces dotations pour un montant de 35 305 825 858 francs CFA alors que les crédits ouverts pour l'investissement s'élèvent à 7 884 258 008 francs CFA représentant 17,59% du budget.

Les subventions allouées à ces EPS par l'Etat au titre de l'exercice 2016 s'élèvent à 10 777 746 603 francs CFA dont un montant de 7 134 125 939 francs CFA est affecté au fonctionnement alors que les transferts en capital se situent à 3 643 620 664 francs CFA.

Les crédits ouverts pour la prise en charge des dépenses de personnel, évalués à 17 882 602 377 francs CFA, représentent 41,4% du budget global et 50,65% des crédits de fonctionnement.

Au terme du premier semestre, les ressources mobilisées s'établissent à 21 155 547 224 francs CFA, soit 48,98% des prévisions alors que le niveau d'absorption des crédits ressort à 30,59% pour un montant de 13 213 140 542 francs CFA.

Le rythme d'absorption des dotations prévues pour les charges de personnel est de 46,51%.

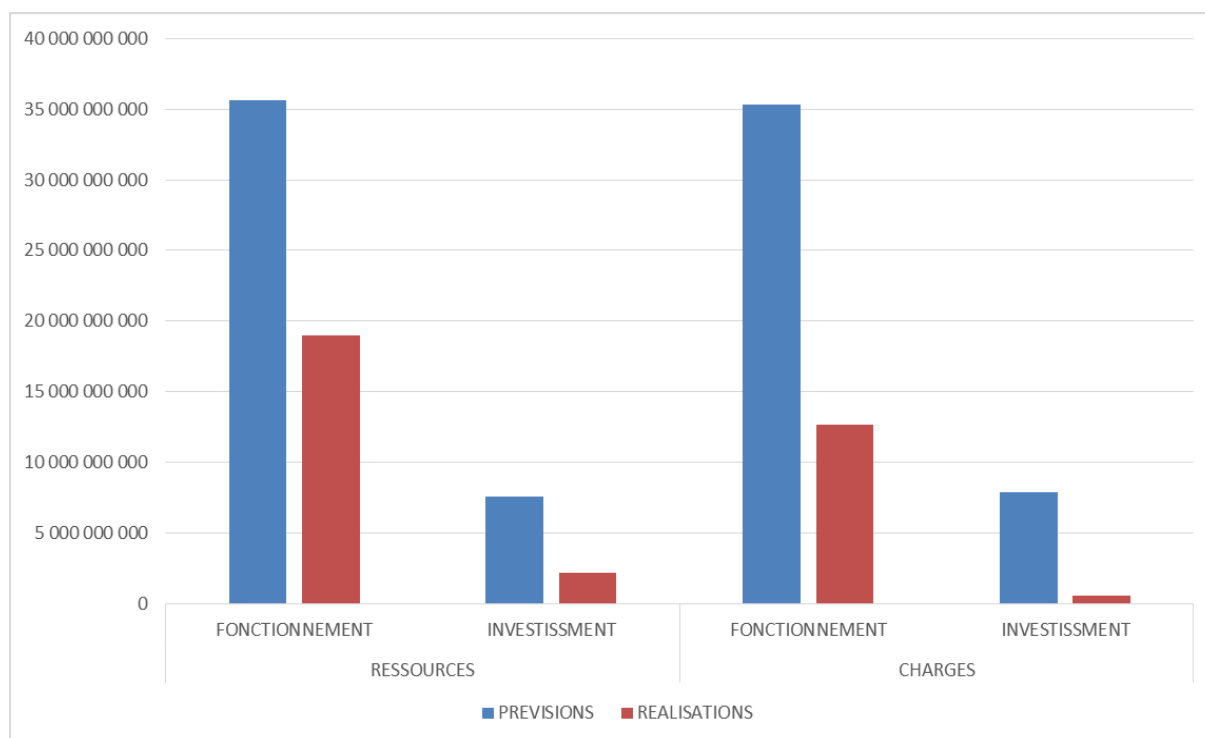
La situation de l'endettement des EPS suivis se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n°3 : composition de la dette des EPS (en francs CFA)

	Dettes fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	TOTAL
EPS	2 215 912 798	7 653 569 058	5 314 111 165	15 183 593 021

² Il s'agit de HPD, HOGGY, HALD, IHS, CHNU FANN, EPS POUR ENFANT DE DIAMNIADIO, EPS ALBERT ROYER, EPS PIKINE

Graphique n° 4 : exécution du budget des EPS



➤ **Centre national hospitalier universitaire de FANN (CNHU FANN)**

Le budget du Centre national hospitalier universitaire de FANN (CNHU FANN) est arrêté à 5 744 200 000 francs CFA en 2016. Les transferts de l'Etat représentent 20,6% de ces prévisions, soit un montant de 1 183 565 000 francs CFA.

Les crédits ouverts pour le fonctionnement constituent 80,15% du budget, soit 4 604 200 000 francs CFA en valeur absolue. Le financement des projets d'investissement sur l'année 2016 est prévu pour un montant de 1 140 000 000 francs CFA représentant 19,85% des prévisions.

L'exécution budgétaire de l'EPS révèle un niveau d'absorption des crédits faible à 25,26%, soit 1 450 913 203 francs CFA, expliqué principalement par la faiblesse de la consommations des crédits d'investissement (1,57%). La mobilisation des ressources reste satisfaisante et s'établit à 3 282 785 541 francs CFA, soit 57,15%.

La dette du CNHU FANN ressort à 47 708 009 francs CFA au 30 juin 2016. Elle est constituée de créances des fournisseurs pour un montant de 37 439 983 francs CFA et d'une dette fiscale arrêtée à 10 208 026 francs CFA.

➤ **Hôpital Aristide Le Dantec (HALD)**

Le budget de l'hôpital Aristide le Dantec(HALD), arrêté à 9 645 778 580 francs CFA en 2016, est abondé à hauteur de 31,8% par les subventions de l'Etat, soit des transferts attendus de 3 064 549 294 francs CFA. Ces crédits sont destinés au fonctionnement de l'EPS à hauteur de 78,5% pour un montant de 7 573 403 980 francs CFA alors que les crédits d'investissements se chiffrent à 2 072 374 600 francs CFA.

A la date du 30 juin 2016, plus de la moitié, 54,89%, des ressources prévues est mobilisée, soit un montant de 5 294 296 113 francs CFA. L'exécution en dépenses du budget s'établit à 2 293 312 508 francs CFA, soit un taux d'absorption de 23,78%.

Les inscriptions budgétaires pour les programmes d'investissement sont consommées au terme du premier semestre à hauteur de 0,64%, soit 13 360 393 francs en valeur absolue alors que le rythme d'absorption des dotations destinées au fonctionnement reste faible à 30,1%, soit un montant de 2 279 951 815 francs CFA.

La dette de l'EPS se chiffre à 374 058 734 francs CFA dont :

- dettes fournisseurs : 131 087 719 francs CFA ;
- dettes fiscales : 71 662 013 francs CFA ;
- dettes sociales : 171 309 002 francs CFA.

Tableau n°4 : évolution du niveau de consommation des crédits de HALD (en F CFA)

	TRIMESTRE 1	TRIMESTRE 2
FONCTIONNEMENT	880 109 953	2 279 951 815
INVESTISSEMENT	13 360 693	13 360 693
TOTAL	893 470 646	2 293 312 508
BUDGET	9 645 778 580	9 645 778 580
NIVEAU DE CONSOMMATION	9,26%	23,78%

➤ **Hôpital Principal de Dakar (HPD)**

Les prévisions budgétaires de l'hôpital Principal de Dakar (HPD) sont arrêtées à 11 404 673 465 francs CFA dont 21,43% proviennent de transferts de l'Etat pour un montant de 2 443 796 418 francs CFA.

Les réalisations en ressources ressortent à 5 789 077 073 francs CFA, soit 50,76% des prévisions avec une mobilisation intégrale des transferts courants de l'Etat pour un montant de 1 695 167 000 francs CFA.

Les consommations des crédits ouverts s'établissent à 3 459 373 822 francs CFA, soit un taux d'absorption de 30,33%.

La dette reste importante à 8 203 086 500 francs CFA, en hausse de 338 840 828 francs CFA par rapport au trimestre précédent. Elle se décompose comme suit :

- dettes fournisseurs : 535 707 186 francs CFA ;
- dettes fiscales : 4 152 728 423 francs CFA ;
- dettes sociales : 3 514 650 891 francs CFA.

Analyse de l'exécution budgétaire des Etablissements publics à caractère administratif

L'inscription effective dans les budgets des universités des ressources tirées des activités de service et de recherche, communément appelées « fonctions de services » ainsi que la définition de leurs modalités de répartition et de gestion à travers l'arrêté interministériel n°08424 du 20 mai 2014 traduit la volonté d'une amélioration continue de la gestion budgétaire aux niveaux des Universités. L'érection de quatre (4) nouvelles agences comptables en plus du Rectorat au niveau de l'UCAD s'inscrit également dans cette dynamique. Ces réformes se poursuivent avec l'érection de Centres régionaux des œuvres au niveau des autres Universités du pays.

Les dix (10) universités, faculté, école, centres des œuvres universitaires et institut d'enseignement supérieur³ cumulent un budget de 61 071 989 053 francs CFA pour la gestion 2016. Les subventions attendues de l'Etat, arrêtées à 45 847 635 681 francs CFA, représentent 75,07% du budget.

Les crédits de fonctionnement constituent 93,41% du budget global, soit 57 049 084 051 francs CFA en valeur absolue. La prise en charge des dépenses de personnel est projetée pour un montant de 38 339 760 983 francs CFA, représentant 67,20% des dotations de fonctionnement. Le budget d'investissement est arrêté à 4 022 905 002 francs CFA, soit 6,59% des crédits ouverts.

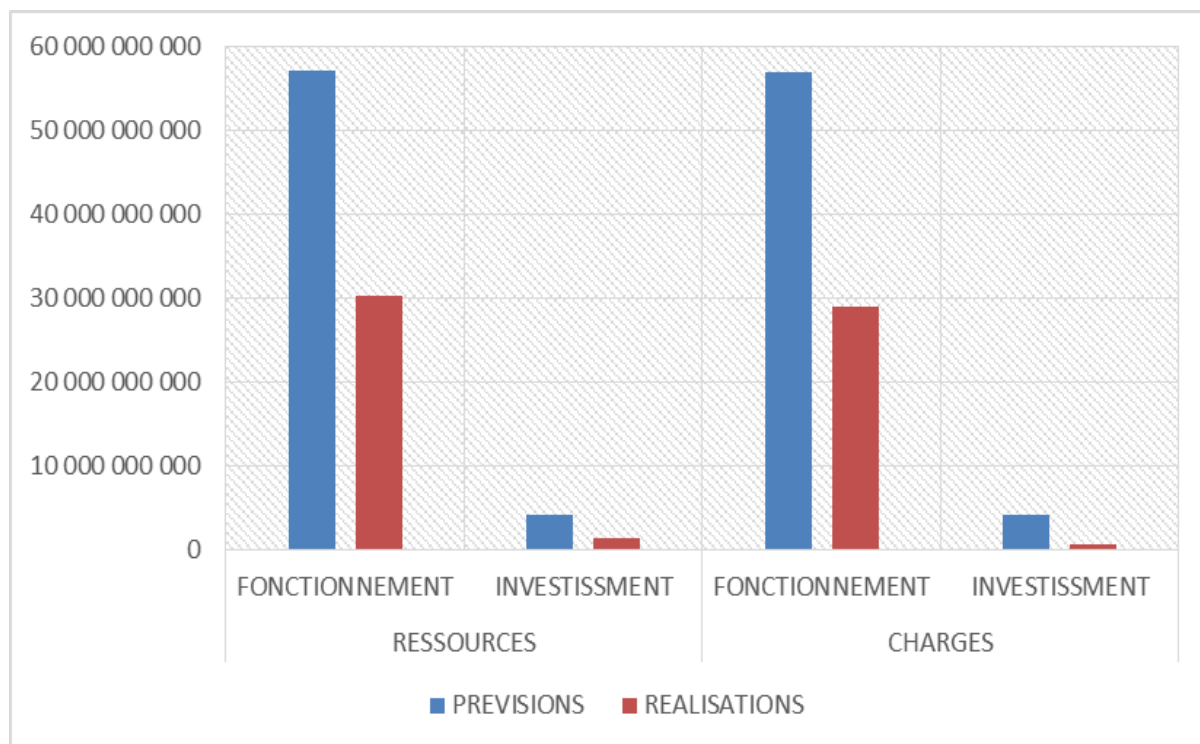
Au terme du premier semestre, le rythme de mobilisation des ressources ressort à 51,74%, soit 31 598 550 188 francs CFA en valeur absolue. L'absorption des crédits suit globalement la même tendance avec une consommation de 29 577 874 384 francs CFA représentant 48,43% du budget.

A la date du 30 juin 2016, la dette non bancaire cumulée par ces organismes publics est arrêtée à 13 096 749 555 francs CFA. Elle est constituée de :

- dettes fournisseurs : 5 543 652 001 francs CFA ;
- dettes fiscales : 5 447 057 193 francs CFA ;
- dettes sociales : 2 206 040 361 francs CFA.

³ UCAD Rectorat, UGB, UADB, FASEG, UVS, ISEP, ESP Thiès, Université de Thiès, IID, CROUS

Graphique n°5 : exécution budgétaire des universités



➤ **Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD –Rectorat)**

Le budget de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar géré au niveau du Rectorat s'élève à 30 717 726 249 francs CFA pour l'année 2016. Il est couvert à hauteur de 86,42% par les transferts de l'Etat qui s'établissent à 26 548 096 497 francs CFA.

Les charges de personnel sont provisionnées pour un montant de 22 489 143 873 francs CFA, soit 73,21% des crédits ouverts pour un effectif de 2 891 agents.

La situation de l'exécution budgétaire au 30 juin 2016 se traduit par un niveau de mobilisation des ressources de 49,29%, soit 15 139 839 307 francs CFA en valeur absolue et un taux d'absorption des crédits qui ressort à 45,97% pour un montant de 14 121 317 209 francs CFA.

Au terme du premier semestre, 54,84% des crédits réservés à la prise en charge des dépenses de personnel sont consommés, soit un montant de 12 332 750 454 francs CFA.

Sur la même période, la dette s'établit à 6 700 790 024 francs CFA. Elle est constituée de créances des fournisseurs à hauteur de 1 963 301 168 francs CFA, d'une dette fiscale arrêtée à 3 447 528 002 francs CFA ainsi que d'une dette sociale de 1 289 960 854 francs CFA.

➤ **Université Gaston Berger (UGB) de Saint Louis**

Le budget de l'Université Gaston Berger de Saint Louis (UGB), arrêté à 8 669 391 000 francs CFA pour l'année 2016, est abondé à hauteur de 73,82% par les subventions de l'Etat, soit 6 399 391 000 francs CFA.

Les crédits ouverts pour les dépenses de personnel représentent 62,28% du budget, soit 5 399 391 000 francs CFA en valeur absolue pour un effectif de 741 agents.

Les réalisations des ressources se situent à la fin du deuxième trimestre à 5 408 830 200 francs CFA, soit un taux de mobilisation de 62,34%. Dans le même temps, l'absorption des crédits ressort à 4 697 704 000 francs CFA, soit un taux de 54,19%

La dette globale s'établit à 1 152 266 929 francs CFA à la date du 30 juin dont une dette sociale de 881 362 212 francs CFA, un passif fiscal de 266 635 717 francs CFA et des créances des fournisseurs arrêtées à 4 269 000 francs CFA.

➤ **Université Alioune Diop de Bambey (UADB)**

Le budget de l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB) est arrêté à 3 029 830 294 francs CFA au titre de l'exercice 2016. Il est constitué pour un montant de 2 534 000 000 francs CFA de transferts de l'Etat, soit 83,63% des crédits ouverts.

Les crédits réservés au fonctionnement de l'Université constituent 91,88% des prévisions globales, soit un montant 2 783 855 000 francs CFA. Le budget d'investissement se situe à 245 975 294 francs CFA, soit 8,12% des crédits ouverts.

L'analyse de l'exécution budgétaire au terme du premier semestre révèle un niveau de mobilisation des ressources se situant à 54,75% des prévisions, soit 1 658 742 499 francs CFA en valeur absolue. Les crédits ouverts sont consommés pour un montant de 1 391 476 800 francs CFA, soit un taux d'absorption de 45,1%.

La dette globale de l'UADB s'établit à 385 318 977 francs CFA. Elle est constituée de dettes envers les fournisseurs arrêtée à 346 584 157 francs CFA. Les dettes fiscale et sociale s'élèvent respectivement à 11 111 172 francs CFA et à 27 623 648 francs CFA.

Synthèse et recommandations

Les consommations des crédits des organismes publics ressortent globalement à 290 656 489 762 francs CFA, soit un taux d'absorption de 25,09% au terme du premier semestre. L'exécution budgétaire des agences et structures assimilées reste en effet limitée à 23,51% expliqué notamment par les faibles niveaux de consommation des crédits ouverts par l'AGEROUTE, l'Agence nationale des Affaires maritimes (ANAM) et l'Agence sénégalaise d'Electrification rurale (ASER) qui s'établissent respectivement à 22,63%, 30,68% et 36,46%.

Aussi, l'absorption optimale des crédits par l'ASER dans le cadre du Programme d'urgence d'Electrification rurale (PUER) doit-elle être fortement encouragée par la mise en place le cas échéant d'un cadre de suivi de ce projet majeur de l'Etat avec l'objectif de l'atteinte d'un taux d'électrification rurale de 60% en 2017.

Dans le contexte de la poursuite de la généralisation des contrats de performance, le niveau d'absorption globale des crédits est considéré comme un indicateur important de performance.

En outre, la signature des nouvelles générations de contrats d'objectifs et de moyens avec les établissements publics de santé (E.P.S.) devra intégrer tout le potentiel des ressources propres avec un meilleur encadrement des recettes provenant des activités privées exercées par le personnel médical.

ANNEXES

Annexe n°1 : niveau de mobilisation des ressources par catégories d'organismes publics

	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			BUDGET		
	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	433 342 053 765	175 901 638 959	40,59%	620 786 008 257	250 852 219 571	40,41%	1 054 128 062 022	426 753 858 530	40,48%
EPS	35 591 014 858	18 956 551 579	53,26%	7 599 069 008	2 198 095 645	28,94%	43 190 083 866	21 155 547 224	48,98%
UNIVERSITES, CENTRES DES CEUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	57 049 084 051	30 315 855 065	53,14%	4 022 905 002	1 282 695 123	31,88%	61 071 989 053	31 598 550 188	51,74%
TOTAL	525 982 152 674	225 174 045 603	42,81%	632 407 982 267	254 333 910 339	40,22%	1 158 390 134 941	479 507 955 942	41,39%

Annexe n°2 : niveaux de mobilisation des transferts de l'Etat)

	SUBVENTION EXPLOITATION			SUBVENTION INVESTISSEMENT			TOTAL SUBVENTIONS		
	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux de mobilisation
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	55 003 919 665	23 655 231 560	43,01%	271 776 751 865	151 956 884 510	55,91%	326 780 671 530	175 612 116 070	53,74%
EPS	7 134 125 939	4 750 709 131	66,59%	3 643 620 664	818 116 022	22,45%	10 777 746 603	5 568 825 153	51,67%
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	45 110 562 973	25 041 643 469	55,51%	737 072 708	187 694 547	25,46%	45 847 635 681	25 229 338 016	55,03%
TOTAL	107 248 608 577	53 447 584 160	49,84%	276 157 445 237	152 962 695 079	55,39%	383 406 053 814	206 410 279 239	53,84%

Annexe n°3 : niveau de consommation des crédits par catégories d'organismes publics

	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			BUDGET		
	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux d'absorption	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux d'absorption	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux d'absorption
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	433 466 053 015	100 606 578 451	23,21%	620 662 009 007	147 258 896 385	23,73%	1 054 128 062 022	247 865 474 836	23,51%
EPS	35 305 825 858	12 688 104 885	35,94%	7 884 258 008	525 035 657	6,66%	43 190 083 866	13 213 140 542	30,59%
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	56 931 584 051	29 000 498 672	50,94%	4 140 405 002	577 375 712	13,94%	61 071 989 053	29 577 874 384	48,43%
TOTAL	525 703 462 924	142 295 182 008	27,07%	632 686 672 017	148 361 307 754	23,45%	1 158 390 134 941	290 656 489 762	25,09%

Annexe n°4 : niveau d'absorption des crédits pour « charges de personnel »

	CHARGES DE PERSONNEL		
	PREVISIONS	REALISATIONS	NIVEAUX DE CONSOMMATION
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	48 119 471 350	23 207 805 612	48,23%
EPS	17 882 602 377	8 317 291 465	46,51%
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	38 339 760 983	21 310 236 323	55,58%
TOTAL	104 341 834 710	52 835 333 400	50,64%

Annexe n°5 : composition de l'endettement des organismes publics

	Dettes fournisseurs	Dettes fiscales	Dettes sociales	TOTAL
AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES	65 358 359 202	11 120 027 518	601 609 761	77 079 996 481
EPS	2 215 912 798	7 653 569 058	5 314 111 165	15 183 593 021
UNIVERSITES, CENTRES DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET ISEP	5 443 652 001	5 447 057 193	2 206 040 361	13 096 749 555
TOTAL	73 017 924 001	24 220 653 769	8 121 761 287	105 360 339 057

Annexe n°6 : niveau de mobilisation des ressources des agences

STRUCTURES	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	REALISATIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	Niveau de réalisation	PREVISIONS	Dont subvention investissement Etat	REALISATIONS	subvention investissement Etat	Niveau de réalisation
CHEDS	324 164 063	324 164 063	160 717 081	160 717 081	49,58%	48 477 704	48 477 704	25 063 304	25 063 304	51,70%
ANRSA	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	83,33%	242 130 695	220 000 000	164 630 695	142 500 000	67,99%
DGPSN	5 275 094 456	1 900 000 000	724 902 939	690 000 000	13,74%	38 129 303 580	31 370 285 244	11 585 714 756	6 000 000 000	30,39%
ANACMU	19 817 627 037	10 444 055 895	10 293 388 225	2 611 013 974	51,94%	1 694 236 400	220 110 105	1 441 653 821	55 027 526	85,09%
ARSM	320 562 686	143 016 000	183 426 712	183 426 712	57,22%	47 566 164	0	11 211 690	0	23,57%
ASP	4 972 000 000	4 454 560 000	3 958 650 000	3 550 000 000	79,62%	757 004 819	745 440 000	211 564 819	200 000 000	27,95%
ANRAC	370 000 000	270 000 000	185 000 000	135 000 000	50,00%	313 167 380	300 000 000	163 167 380	150 000 000	52,10%
OLAG	477 927 090	416 922 000	256 707 732	246 995 629	53,71%	2 972 211 668	700 000 000	1 055 386 783		35,51%
ANAQ SUP	290 334 000	290 334 000	145 167 000	145 167 000	50,00%	56 707 258	0	56 707 258	0	100,00%
ANSD	3 786 139 020	3 261 040 000	67 054 974	0	1,77%	5 663 938 317	2 850 000 000	3 157 581 317	2 850 000 000	55,75%
ASPT	341 936 234	192 465 000	152 656 650	96 232 500	44,64%	141 852 026	140 000 000	71 852 026	70 000 000	50,65%
HASSMAR	270 199 835	226 761 000	143 438 835	100 000 000	53,09%	1 644 202 267	1 600 000 000	844 202 267	800 000 000	51,34%
ANACIM	6 635 401 337	870 000 000	2 189 384 510	335 000 000	33,00%	282 248 057	0	1 144 600	0	0,41%
ANER	966 750 000	966 750 000	385 000 000	385 000 000	39,82%	1 165 551 491	467 250 000	848 301 491	150 000 000	72,78%
ONPN	222 500 713	215 600 000	64 698 428	57 800 000	29,08%	232 009 940	200 000 000	182 009 940	150 000 000	78,45%
ADIE	2 769 777 000	2 769 777 000	1 511 638 500	1 511 638 500	54,58%	900 000 000	900 000 000	773 250 000	773 250 000	85,92%
ADS	17 616 300 000	2 500 000 000	13 232 469 690	1 250 000 000	75,11%	4 842 828 565	1 000 000 000	0	0	0,00%
FAISE	573 882 936	500 000 000	292 554 687	218 671 751	50,98%	2 200 000 000	1 500 000 000	505 031 396	480 997 313	22,96%
ASPT	3 179 000 000	1 211 000 000	0	0	0,00%	41 000 000	0	0	0	0,00%
INP	796 280 053	626 000 000	314 133 538	225 545 083	39,45%	647 294 333	500 000 000	174 943 226	74 454 917	27,03%
CETUD	1 206 000 000	750 000 000	123 569 345	100 000 000	10,25%	6 165 766 029	700 000 000	3 327 568 776	200 000 000	53,97%
ONFP	7 932 460 827	894 674 016	1 170 835 899	696 613 430	14,76%	236 582 000	0	255 473 475	0	107,99%
ADEPME	451 867 000	451 867 000	225 933 500	225 933 500	50,00%	385 000 000	385 000 000	285 000 000	285 000 000	74,03%
OFOR	1 604 276 127	1 367 283 923	596 861 953	405 005 400	37,20%	2 703 397 883	2 703 397 883	451 666 666	451 666 666	16,71%
ANAT	1 025 834 981	975 834 981	1 146 013 500	1 144 000 000	111,72%	168 165 019	168 165 019	0	0	0,00%
FSE	296 720 813 979	0	114 547 287 732	0	38,60%	65 500 000	0	4 923 300	0	7,52%
ACBEP	1 063 500 000	629 000 000	275 000 000	275 000 000	25,86%	14 569 924 676	250 000 000	14 319 924 676	0	98,28%
ASER	10 230 752 670	3 246 000 000	1 325 030 000	1 325 000 000	12,95%	70 518 720 548	60 000 000 000	60 749 279 739	60 000 000 000	86,15%
CESE	8 802 087 000	8 802 087 000	5 424 587 000	5 424 587 000	61,63%	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	100,00%
ANEV	489 507 090	479 507 090	216 516 500	206 516 500	44,23%	227 409 674	168 525 910	161 383 764	102 500 000	70,97%
COSEC	6 119 088 900	0	2 962 304 100	0	48,41%	2 301 000 000	0	1 431 218 079	0	62,20%
AGPBE	17 282 283 134	0	9 457 326 107	0	54,72%	1 986 667 661	100 000 000	50 000 000	50 000 000	2,52%
DGPU	2 010 000 000	200 000 000	790 452 286	100 000 000	39,33%	24 450 000 000	4 000 000 000	4 484 080 913	2 000 000 000	18,34%
MSAD	427 108 388	253 615 000	174 566 071	134 307 500	40,87%	79 089 263	15 000 000	64 089 263	0	81,03%
AGEROUTE	6 021 740 697	5 071 605 697	1 805 924 453	1 466 060 000	29,99%	427 750 861 763	154 468 100 000	137 638 001 074	71 389 424 784	32,18%
ANAM	2 648 856 512	0	1 148 441 012		43,36%	6 856 193 077	5 757 000 000	6 056 193 077	5 257 000 000	88,33%
TOTAL	433 342 053 765	55 003 919 665	175 901 638 959	23 655 231 560	40,59%	620 786 008 257	271 776 751 865	250 852 219 571	151 956 884 510	40,41%

Annexe n°7 : niveau de consommation des crédits des agences et structures assimilées

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					CHARGES D'INVESTISSEMENT		
	PREVISIONS	Dont Charges de personnel	REALISATIONS	Dont Charges de personnel	Niveau de consommation	PREVISIONS	REALISATIONS	Niveau de consommation
CHEDS	324 164 063	125 721 788	160 717 081	55 868 470	49,58%	48 477 704	25 063 304	51,70%
ANRESA	300 000 000	163 000 000	191 680 293	121 819 260	63,89%	242 130 695	65 545 448	27,07%
DGPSN	5 275 094 456	1 903 900 000	2 760 329 116	825 693 264	52,33%	38 129 303 580	4 284 445 909	11,24%
ANACMU	19 817 627 037	2 048 244 806	4 823 937 606	662 474 414	24,34%	1 694 236 400	24 996 825	1,48%
ARSM	317 811 936	45 300 000	183 426 712	29 455 000	57,72%	50 316 914	11 211 690	22,28%
ASP	4 972 000 000	4 455 900 907	3 589 306 238	3 322 462 538	72,19%	757 004 819	182 635 436	24,13%
ANRAC	370 000 000	247 801 222	126 107 177	101 226 507	34,08%	313 167 380	125 939 168	40,21%
OLAG	477 927 090	272 716 779	256 707 732	161 308 678	53,71%	2 972 211 668	1 055 386 783	35,51%
ANAQ SUP	290 334 000	252 500 000	158 356 240	134 856 240	54,54%	56 707 258	4 650 000	8,20%
ANSD	3 786 139 020	3 516 714 620	1 549 084 953	1 476 765 157	40,91%	5 663 938 317	2 276 206 964	40,19%
ASPIT	341 936 234	250 196 844	150 177 611	110 225 183	43,92%	141 852 026	50 515 215	35,61%
HASSMAR	270 199 835	212 651 960	134 095 840	107 964 438	49,63%	1 644 202 267	52 156 330	3,17%
ANER	966 750 000	493 750 000	355 868 001	240 006 438	36,81%	1 165 551 491	0	0,00%
ANACIM	6 635 401 337	4 325 331 683	2 457 619 328	2 049 302 137	37,04%	282 248 057	1 144 600	0,41%
ONPN	222 500 713	159 100 824	99 001 012	72 481 894	44,49%	232 009 940	87 848 560	37,86%
ADIE	2 896 527 000	1 901 640 158	1 010 716 953	803 690 211	34,89%	773 250 000	728 695 387	94,24%
ADS	17 616 300 000	8 020 000 000	9 083 289 022	3 806 535 837	51,56%	4 842 828 565	2 271 944 727	46,91%
FAISE	573 882 936	301 252 000	292 554 687	143 741 373	50,98%	2 200 000 000	505 031 396	22,96%
INP	796 280 053	464 652 311	257 425 114	177 504 751	32,33%	647 294 333	15 764 550	2,44%
ASPT	3 179 000 000	566 000 000	0	247 551 160	0,00%	41 000 000	0	0,00%
ONFP	7 932 460 827	522 620 000	588 617 506	206 535 886	7,42%	236 582 000	94 154 303	39,80%
CETUD	1 206 000 000	798 000 000	575 106 365	417 250 217	47,69%	6 165 766 029	964 478 525	15,64%
ADEPME	451 867 000	375 000 000	231 877 891	189 342 629	51,32%	385 000 000	192 534 264	50,01%
OFOR	1 604 276 127	598 547 597	374 256 540	198 931 456	23,33%	2 703 397 883	720 982 210	26,67%
ANAT	1 025 834 981	851 606 106	470 369 278	400 216 534	45,85%	168 165 019	197 629	0,12%
FSE	296 720 813 979	302 084 000	51 435 792 171	82 191 227	17,33%	65 500 000	4 923 300	7,52%
ACBEP	1 063 500 000	623 000 000	428 757 347	291 602 611	40,32%	14 569 924 676	4 502 872 239	30,91%
ASER	10 230 752 670	1 593 123 484	830 082 862	697 155 839	8,11%	70 518 720 548	28 608 758 689	40,57%
CESE	8 802 087 000	3 984 000 000	4 417 283 019	2 043 745 984	50,18%	300 000 000	213 850 878	71,28%
ANEV	489 507 090	316 083 402	275 628 590	182 206 397	56,31%	227 409 674	28 108 035	12,36%
COSEC	6 119 088 900	1 249 499 900	2 052 739 286	568 035 159	33,55%	2 301 000 000	0	0,00%
AGPBE	17 282 283 134	920 194 510	6 662 423 581	423 395 716	38,55%	1 986 667 661	29 488 200	1,48%
DGPU	2 010 000 000	701 000 000	370 364 415	301 470 799	18,43%	24 450 000 000	3 103 971 159	12,70%
AGEROUTE	6 021 740 697	3 174 996 149	2 999 114 806	1 475 687 328	49,80%	427 750 861 763	95 160 356 399	22,25%
MSAD	427 108 388	221 358 388	180 664 232	106 247 026	42,30%	79 089 263	22 091 702	27,93%
ANAM	2 648 856 512	2 161 981 912	1 073 099 846	972 857 854	40,51%	6 856 193 077	1 842 946 561	26,88%
TOTAL	433 466 053 015	48 119 471 350	100 606 578 451	23 207 805 612	23,21%	620 662 009 007	147 258 896 385	23,73%

Annexe n°8 : niveau de mobilisation des ressources des E.P.S.

	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	REALISATIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	Niveau de mobilisation	PREVISIONS	subvention investissement Etat	REALISATIONS	Dont subvention investissement Etat	Niveau de mobilisation
IHS	490 443 797	70 596 465	200 569 563	42 357 876	40,90%	30 749 520	0	0	0	0,00%
HOGGY	6 582 761 740	1 569 190 170	3 398 291 607	866 484 102	51,62%	813 599 766	0	0	0	0,00%
HENFANT DIAMNIADIO	1 607 554 026	147 707 025	412 375 939	88 624 215	25,65%	135 141 391	0	125 000 000	0	92,50%
CHNU FANN	4 604 200 000	813 565 000	2 142 785 541	329 099 000	46,54%	1 140 000 000	370 000 000	1 140 000 000	370 000 000	100,00%
HALD	7 573 403 980	1 886 787 000	4 864 489 960	1 093 072 200	64,23%	2 072 374 600	1 177 762 294	429 806 153	0	20,74%
* EPS ALBERT ROYER	1 852 880 738	645 438 309	948 911 155	418 599 756	51,21%	1 104 088 593	52 228 952	0	0	0,00%
H PRINCIPAL DAKAR	10 599 970 577	1 695 167 000	5 733 003 603	1 695 167 000	54,09%	804 702 888	748 629 418	56 073 470	0	6,97%
EPS PIKINE	2 279 800 000	305 674 970	1 256 124 211	217 304 982	55,10%	1 498 412 250	1 295 000 000	448 116 022	448 116 022	29,91%
TOTAL	35 591 014 858	7 134 125 939	18 956 551 579	4 750 709 131	53,26%	7 599 069 008	3 643 620 664	2 198 995 645	818 116 022	28,94%

*SEB mois de juillet 2016

Annexe n°9 : niveau de consommation des crédits des E.P.S.

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					Effectif	CHARGES D'INVESTISSEMENT		
	PREVISIONS	Dont Charges de personnel	REALISATIONS	Dont Charges de personnel	Niveau de réalisation		PREVISIONS	REALISATIONS	Niveau de réalisation
IHS	490 443 797	205 509 112	157 567 077	104 486 623	32,13%	209	30 749 520	0	0,00%
HOGGY	6 582 761 740	4 110 067 374	3 300 422 080	2 154 919 676	50,14%		813 599 766	325 308 297	39,98%
HENFANT DIAMNIADIO	1 322 365 026	697 214 408	373 643 227	230 201 495	28,26%	270	420 330 391	67 116 015	15,97%
CHNU FANN	4 604 200 000	2 188 600 000	1 432 971 553	1 036 842 302	31,12%		1 140 000 000	17 941 650	1,57%
HALD	7 573 403 980	3 607 162 480	2 279 951 815	1 385 966 419	30,10%	1 095	2 072 374 600	13 360 693	0,64%
* EPS ALBERT ROYER	1 852 880 738	830 460 738	798 156 220	442 549 434	43,08%	255	1 104 088 593	9 007 321	0,82%
H PRINCIPAL DAKAR	10 599 970 577	5 423 189 348	3 376 685 799	2 391 543 422	31,86%	1 086	804 702 888	82 688 023	10,28%
EPS PIKINE	2 279 800 000	820 398 917	968 707 114	570 782 094	42,49%	220	1 498 412 250	9 613 658	0,64%
TOTAL	35 305 825 858	17 882 602 377	12 688 104 885	8 317 291 465	35,94%	4 981	7 884 258 008	525 035 657	6,66%

*SEB mois de juillet 2016

Annexe n°10 : niveau de mobilisation des ressources des universités, centre des œuvres et ISEP

STRUCTURES	RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT					RESSOURCES D'INVESTISSEMENT				
	PREVISIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	REALISATIONS	Dont subvention fonctionnement Etat	Niveau de réalisation	PREVISIONS	subvention investissement Etat	REALISATIONS	subvention investissem nt Etat	Niveau de réalisation
UCAD RECTORAT	30 123 351 566	26 295 096 497	15 139 839 307	13 827 600 500	50,26%	594 374 683	253 000 000	0	0	0,00%
CROUSS	4 680 062 000	3 871 915 000	3 089 490 193	2 745 500 000	66,01%	414 000 000	100 000 000	205 370 000	50 000 000	49,61%
FASEG	1 334 387 000	0	526 474 997	0	39,45%	156 000 000	80 000 000	55 625 008	40 000 000	35,66%
IID	232 055 000	160 000 000	72 531 073	40 000 000	31,26%	5 000 000	0	5 000 000	0	100,00%
ISEP THIES	554 391 208	513 071 823	278 610 911	256 535 911	50,26%	138 600 000	86 928 177	95 135 912	43 464 089	68,64%
UNIVERSITE THIES	4 692 627 983	4 107 048 857	2 272 287 566	2 055 473 430	48,42%	686 450 778	71 930 143	133 534 521	34 016 070	19,45%
UADB	2 783 855 000	2 534 000 000	1 412 767 205	1 267 000 000	50,75%	245 975 294	0	245 975 294	0	100,00%
ESP DAKAR	3 441 877 683	529 329 000	1 933 667 817	148 822 832	56,18%	780 657 861	125 000 000	1 840 000	0	0,24%
UVS	1 057 085 611	700 710 796	701 355 796	700 710 796	66,35%	481 846 386	20 214 388	20 214 388	20 214 388	4,20%
UGB	8 149 391 000	6 399 391 000	4 888 830 200	4 000 000 000	59,99%	520 000 000	0	520 000 000	0	100,00%
TOTAL	57 049 084 051	45 110 562 973	30 315 855 065	25 041 643 469	53,14%	4 022 905 002	737 072 708	1 282 695 123	187 694 547	31,88%

Annexe n°11 : niveau de consommation des crédits des universités, centre des œuvres et ISEP

STRUCTURES	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					CHARGES D'INVESTISSEMENT			
	PREVISIONS	Dont Charges de personnel	REALISATIONS	Dont Charges de personnel	Effectif	Niveau de réalisation	PREVISIONS	REALISATIONS	Niveau de réalisation
UCAD RECTORAT	30 123 351 566	22 489 143 873	14 111 526 654	12 332 750 454	2 891	46,85%	594 374 683	9 790 555	1,65%
CROUSS	4 680 062 000	1 762 715 000	3 532 688 781	990 749 328	347	75,48%	414 000 000	231 351 781	55,88%
FASEG	1 216 887 000	348 462 000	570 149 315	161 671 906	84	46,85%	273 500 000	0	0,00%
IID	232 055 000	108 035 088	91 336 079	52 615 875	27	39,36%	5 000 000	0	0,00%
ISEP THIES	554 391 208	280 291 208	328 534 550	127 360 218	125	59,26%	138 600 000	3 538 584	2,55%
UNIVERSITE THIES	4 692 627 983	3 835 437 203	2 269 116 541	1 921 043 861	1 050	48,35%	686 450 778	85 449 805	12,45%
UADB	2 783 855 000	1 709 770 000	1 366 572 098	891 980 769	205	49,09%	245 975 294	24 904 702	10,12%
ESP DAKAR	3 441 877 683	1 970 000 000	1 617 012 749	1 217 404 785	233	46,98%	780 657 861	44 272 424	5,67%
UVS	1 057 085 611	436 515 611	549 887 905	185 659 127	55	52,02%	481 846 386	44 037 861	9,14%
UGB	8 149 391 000	5 399 391 000	4 563 674 000	3 429 000 000	741	56,00%	520 000 000	134 030 000	25,78%
TOTAL	56 931 584 051	38 339 760 983	29 000 498 672	21 310 236 323	5 758	50,94%	4 140 405 002	577 375 712	13,94%